



Appui à la mise en œuvre du plan alimentaire du département de Rufisque (AMOPAR)

TERMES DE REFERENCE POUR UNE EVALUATION FINALE (MAI 2022)

Le dossier de réponse doit comprendre :

☞ **Une offre technique** composée d'une note de compréhension des TDR, d'un exposé de la démarche méthodologique, d'un chronogramme d'exécution de la mission et des références du/des consultant(s) (CV détaillé).

☞ **Une offre financière** détaillée.

Les offres doivent être adressées avant le 24 mai 2022 à gwenaelle.dejacquelot@grdr.org avec pour objet : «Offre évaluation AMOPAR ».

Pour toute information complémentaire, vous pouvez envoyer un courriel à ces mêmes adresses.

Avril 2022

Acronymes

AFD	Agence Française de Développement
APE	Association de Parents d'Elèves
ARB	Association pour la Rénovation du Boundou
CDR	Conseil Départemental de Rufisque
CFSI	Comité Français de Solidarité Internationale
CGE	Comité de Gestion de l'Ecole
CICODEV	Citoyenneté Consommateurs Développement
DCAS	Division des Cantines Scolaires
DCMS	Division du Contrôle Médical Scolaire
DPO	Direction du Partenariat avec les ONG (AFD)
FAO	Fonds Alimentaire Mondial
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
OP	Organisation de producteurs
OT	Organisation de transformateurs
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAT	Plan Alimentaire Territorial
PSE	Plan Sénégal Emergent
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
SAT	Système Alimentaire Territorial

I- Présentation générale de l'évaluation du AMOPAR

I.1- Présentation du Grdr (www.grdr.org)

Acteur depuis bientôt 50 ans en Afrique de l'ouest (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée Bissau), le Grdr intervient dans **des territoires frontaliers connaissant de fortes mutations démo-économiques**.

L'association a dans un premier temps travaillé en appui aux **initiatives de développement portées par les migrants** et au renforcement des dynamiques des associations locales de développement. D'abord en milieu rural autour de thématiques sectorielles prioritaires (éducation, santé, hydraulique, sécurité alimentaire, développement économique, accès à l'énergie) et de plus en plus en milieu urbain (assainissement, cohésion sociale, lutte contre les discriminations, accompagnement des populations vulnérables...).

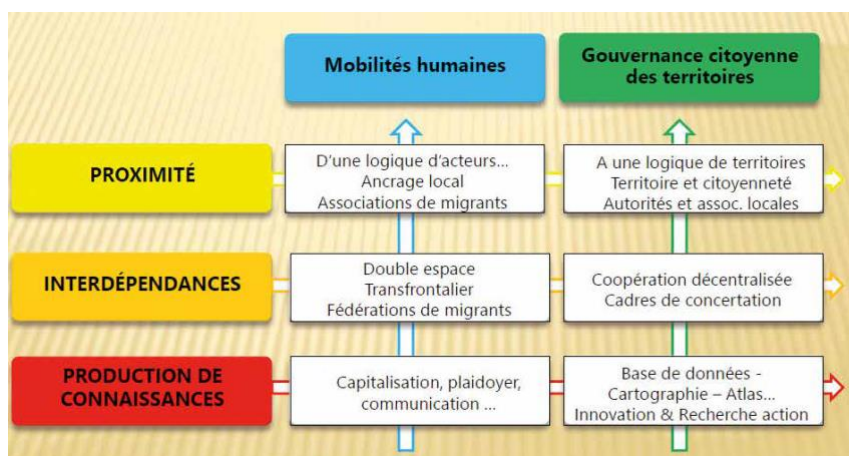
Dans le cadre du processus de décentralisation en Afrique de l'Ouest, le Grdr a ensuite accompagné **l'exercice de la gouvernance des acteurs locaux dans le cadre de processus de développement local favorisant un aménagement du territoire concerté à partir de la valorisation des ressources locales**.

En France, les associations de migrants soutenues par le Grdr valorisent leur double citoyenneté sur la scène publique à travers des actions d'éducation au développement dans les lieux de vie des territoires d'accueil.

Le Grdr inscrit son action dans un monde où **l'interdépendance** entre continents, pays et régions se renforce, alors que les inégalités et la précarité augmentent. Il veut contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus solidaire et fonde son action sur une vision positive de l'avenir de l'Afrique de l'Ouest et tout particulièrement du Sahel. Il considère que la mobilité des hommes et des femmes est une chance pour les sociétés, une nécessité pour la construction du monde de paix de demain dans lequel nos sociétés en Afrique et en Europe sont liées.

Ainsi, **sur le « double-espace » de la migration** (territoires d'accueil et d'origine), le Grdr valorise les mobilités comme étant une ressource durable pour des « territoires solidaires », à travers le triptyque « Migration-Citoyenneté-Développement » qui, « ici » comme « là-bas », ne peut être dissocié et constitue une source d'innovations précieuses de co-opération.

Le Grdr est depuis fin 2012 structuré en **3 pôles géographiques** : le Pôle Sahel, le Pôle Littoral et le Pôle France-Europe. **Son projet associatif est matérialisé par une charte et une matrice (ci-contre) autour desquelles chacune des cellules construit une action territoriale propre dont l'objectif est commun : promouvoir la gouvernance**



citoyenne des territoires en intégrant les mobilités comme facteurs de développement durable et de solidarités.

I.2- Genèse et contexte du programme

De 2016 à 2018, le Grdr a coordonné le programme SADMAD « Système alimentaire durable et lutte contre la malnutrition » en partenariat avec le Conseil départemental de Rufisque et CICODEV. Un des axes phares du programme a consisté à accompagner les acteurs du département de Rufisque dans l'élaboration d'un plan alimentaire territorial (PAT) visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations du territoire. Dans ce cadre, un diagnostic sur le système alimentaire a été réalisé (https://grdr.org/IMG/pdf/grd- rapport_satrufisque_lowdefb.pdf) et un cadre de concertation a été mis en place afin de favoriser les échanges multi-acteurs au niveau départemental, définir une stratégie agricole et alimentaire et construire collectivement un Plan alimentaire durable à l'échelle du département de Rufisque.

L'élaboration de ce Plan alimentaire a été conduite avec une grande diversité de familles d'acteurs (producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs, élus locaux et représentants des services techniques de l'Etat) sous la coordination du Conseil départemental. Elle a suivi une démarche participative et inclusive avec des temps d'analyse, de concertation et de validation réguliers.

Sur la base des recommandations de l'évaluation externe, le Grdr ambitionnait dans cette seconde phase (2019-2022) de « Contribuer à la mise en œuvre d'une politique alimentaire durable dans le département de Rufisque ».

I2.1 Eléments relatifs au contexte global

Le département de Rufisque, poumon vert de la région de Dakar représente les 2/3 de la région, et abrite l'essentiel de ses terres agricoles. Il est la principale source d'approvisionnement en fruits, légumes, volailles et poissons de cette contrée et d'autres centres urbains du pays.

Le diagnostic du système alimentaire de Rufisque réalisé entre 2016 et 2017 par le Conseil Départemental et ses partenaires (Grdr, CICODEV) a mis en avant les atouts et les potentialités du département mais aussi les menaces qui pèsent sur le développement de ses activités agricoles.

L'urbanisation massive et la création de nouveaux pôles urbains (Lac Rose, Diamniadio) confrontent le département à un doublement de sa population d'ici 2035 et à une disparition progressive de ses espaces agricoles, qui constituent un levier important de son économie, de sa sécurité alimentaire et de sa préservation de l'environnement.

Par ailleurs on assiste au Sénégal, comme dans de nombreux pays d'Afrique, à **une modification des comportements alimentaires**, en particulier dans les grandes villes. Ces évolutions sont liées en partie au développement de l'agro-industrie. De nombreux produits importés de basse qualité inondent le marché et de nouvelles pathologies se développent avec l'augmentation de la consommation de produits très riches en graisses, en sel et en sucres. Il existe une offre importante de produits locaux

mais la faible disponibilité de certains d'entre eux ainsi que leur prix de vente constituent un frein à leur consommation par le plus grand nombre.

Un diagnostic sur le système alimentaire a été réalisé en 2017 (https://grdr.org/IMG/pdf/grd-rapport_satrufisque_lowdefb.pdf) et un cadre de concertation a été mis en place afin de favoriser les échanges multi-acteurs au niveau départemental, définir une stratégie agricole et alimentaire et construire collectivement un Plan alimentaire durable à l'échelle du département de Rufisque.

Il a permis au CDR de se doter **d'un Plan alimentaire territorial (PAT)** bâti autour des enjeux liés à la préservation des espaces de production agricole, la promotion d'une agriculture durable, la structuration du secteur de la transformation agro-alimentaire et à la promotion d'une alimentation saine et nutritive des habitants du territoire.

L'élaboration du PAT a mobilisé une grande diversité de familles d'acteurs (producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs, élus locaux et représentants des services techniques de l'Etat) sous la coordination du Conseil Départemental. Elle a suivi une démarche participative et inclusive jalonnée de temps d'analyse, de concertation et de validation réguliers.

C'est dans ce contexte que le Conseil Départemental de Rufisque a décidé de jouer un rôle central pour préserver les espaces agricoles du département et promouvoir un développement économique axé en partie sur ses ressources agricoles locales.

Le PAT de Rufisque, validé par une grande diversité d'acteurs en novembre 2018, est ainsi construit autour de trois axes :

- ⇒ **Sécuriser les exploitations agricoles familiales et promouvoir une agriculture durable ;**
- ⇒ **Accompagner la structuration du secteur de la transformation agro-alimentaire ;**
- ⇒ **Assurer à la population l'accès à une alimentation de qualité.**

12.2 Les éléments internes au Grdr.

Le Grdr est actif depuis 50 ans dans des territoires autrefois à nette dominante rurale (moyenne vallée du fleuve et Sénégal méridionale). Ceux-ci connaissent depuis 40 ans des dynamiques d'urbanisation soutenues, mesurables à l'extension de villes secondaires (Tambacounda, Kayes, Ziguinchor etc.) mais également à l'évolution des modes de vie et de l'économie des territoires ruraux (recul des logiques d'auto-production, diversification d'une économie rurale qui repose autant sur la production agricole que sur des activités extra agricoles et des revenus migratoires). Cette tendance, plus ou moins prononcée selon les territoires et familles considérés, a conduit le Grdr à appréhender depuis les années 2010 les problématiques alimentaires en considérant les différents segments des systèmes alimentaires caractéristiques des territoires où il est implanté, alors qu'il concentrait jusque-là ses soutiens à la production agro pastorale. L'étude du système alimentaire de la région de Dakar (Grdr et FNH, 2013), commanditée par la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH) au Grdr, a confirmé ce tournant méthodologique et conduit à la genèse du SADMAD (phase 1) et d'AMOPAR (phase 2)

A l'aube de son cinquantième anniversaire, le Grdr a ainsi acté, dans son plan d'action 2019-2024, de renforcer son intervention en milieu urbain et périurbain en intégrant de façon plus directe les villes

secondaires de la MVFS à sa stratégie territoriale, en nourrissant le lien de complémentarité rural-urbain et en croisant les enjeux d'accompagnement de la décentralisation avec les enjeux sectoriels (éducation & formation professionnelle, habitat durable, assainissement, systèmes alimentaires territorialisés, santé, eau...). **C'est ainsi que le Grdr et ses partenaires locaux et internationaux proposent une nouvelle étape de la gouvernance citoyenne des territoires centrée sur les pôles urbains et dans une logique de complémentarité et de réciprocité avec leurs hinterlands ruraux.**

Un tel projet rentre en outre pleinement dans l'objectif de l'association de co-construire de nouvelles références méthodologiques (en l'occurrence dans la définition et la mise en œuvre de politiques alimentaires) utiles aux acteurs du développement territorial.

12.3 Éléments utiles à la compréhension du contexte de mise en œuvre du projet

Un des enjeux majeurs de 2^{ème} phase (AMOPAR) était de mener une **expérimentation de cuisine centrale alimentant plusieurs écoles du département**. Avec pour hypothèse de départ qu'une telle organisation permettrait de faire des économies d'échelle (commandes beaucoup plus importantes aux organisations de producteurs et ainsi limitation des coûts de transport et réduction du temps consacré au suivi logistique et financier) et ainsi de diminuer le coût de revient des repas. Ce volet d'activités a donc constitué un enjeu important et a fait l'objet d'une attention particulière en termes de suivi-accompagnement-évaluation.

Il convient en outre de signaler que ce projet a été perturbé par la crise du COVID 19 qui a engendré la fermeture des écoles (mars 2020 à octobre 2020) et l'interdiction de tout rassemblement. Aussi, à la demande du conseil départemental de Rufisque, le projet a adapté sa stratégie à ce moment précis en mettant en œuvre un « Plan de soutien à la résilience du système alimentaire du département de Rufisque dans le contexte de la pandémie COVID-19 ».

La nature des cofinancements obtenus depuis la signature de la convention de financement avec l'AFD¹ a également eu un impact sur le calendrier de mise en œuvre des activités, de la stratégie du projet (avec un fort volet pour le plaidoyer pour les cantines scolaires) et certaines activités ont été plus ou moins développées.

A noter enfin, que suite aux élections départementales et communales (janvier 2022), l'équipe d'élus du CDR a été renouvelée ainsi que dans la plupart des communes du département.

II- AMOPAR : objectifs, partenariats, enjeux

Objectif global : Contribuer à la mise en œuvre d'une politique alimentaire durable dans le département de Rufisque

Objectifs spécifiques :

Objectif global 1 : Améliorer l'accès de la population du département à une alimentation saine valorisant les productions locales

Objectif global 2 : Appuyer la structuration du secteur de la transformation agroalimentaire

Objectif global 3 : Mettre en place une gouvernance concertée du système alimentaire

Bénéficiaires/public cible :

¹ Lors de la signature de la convention avec l'AFD en 2019, seuls une partie des cofinancements était acquise.

Les élèves des établissements scolaires publics du département. Une dizaine d'écoles soit environ 7 000 élèves bénéficieront des activités mises en place dans les écoles. Au moins 2 500 élèves bénéficieront de la restauration scolaire.

Les organisations de producteurs et transformateurs de produits agricoles. Le projet sélectionnera plusieurs organisations de producteurs pour l'approvisionnement de la cuisine centrale qui alimentera dix cantines scolaires. Une trentaine de GIE de transformation sera également bénéficiaire des activités développées dans le cadre de la Maison rouge et de la maison de l'alimentation.

Les enseignants des écoles cibles et les gestionnaires de cantine. Ces acteurs clés de l'éducation nutritionnelle n'ont qu'une connaissance partielle du lien entre alimentation, nutrition et santé et des pratiques alimentaires recommandées. Ce déficit de connaissances sera comblé par les activités de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle qui toucheront ensuite les enfants et leur entourage.

Les collectivités locales où sont implantées les écoles et le conseil départemental de Rufisque. Le projet permettra aux élus et services techniques d'appui de disposer des connaissances et des compétences pour définir une nouvelle gouvernance alimentaire du territoire.

Prévu initialement sur 36 mois, ce programme a été mis en œuvre du 40 mois

Durée totale du projet : 40 mois- du 1^{er} février 2019 au 30 Juin 2022

Budget prévisionnel total : 832 768,17 € dont 400 000 apportés par l'AFD.

II.1- Les enjeux et activités des trois axes

Les activités ont été déclinées autour de **3 axes stratégiques** correspondant aux principaux résultats attendus (cf. le détail des activités dans le cadre logique en annexe) :

Une annexe permettra aux évaluateurs de retracer les principales évolutions du projet.

Objectif 1	Objectif 2	Objectif 3
<i>Améliorer l'accès de la population du département à une alimentation saine valorisant les productions locales</i>	<i>Appuyer la structuration du secteur de la transformation agroalimentaire</i>	<i>Mettre en place une gouvernance concertée du système alimentaire</i>
Résultat attendu	Résultat attendu	Résultat attendu
Résultat 1 : Les élèves d'établissements scolaires du département ont accès à une alimentation scolaire de qualité Résultat 2 : Les élèves des établissements ciblés comprennent les enjeux d'une alimentation de qualité Résultat 3 : Les habitants du département disposent d'une	Résultat 1 : L'organisation des femmes transformatrices est améliorée Résultat 2 : La qualité des produits transformés est améliorée Résultat 3 : Les revenus des femmes transformatrices sont augmentés	Résultat 1 : Le plan alimentaire est piloté par une instance de gouvernance représentative selon une démarche participative Résultat 2 : Quelques communes sont impliquées dans la mise en œuvre du plan alimentaire Résultat 3 : Des échanges entre territoires au Sénégal et en France sont

information claire sur les conditions d'une bonne alimentation		développés autour des enjeux agricoles et alimentaires
Activités	Activités	Activités
<p>Mettre en place une cuisine centrale à Rufisque assurant l'approvisionnement de 10 cantines scolaires</p> <p>Construire un dispositif de suivi évaluation des cantines</p> <p>Mener des actions d'éducation nutritionnelle et environnementale dans les écoles</p> <p>Animer un dispositif de sensibilisation et d'animation sur l'alimentation et le consommateur local</p>	<p>Organiser les acteurs de la transformation et accroître leur visibilité</p> <p>Proposer une offre de formations diversifiée répondant aux besoins des acteurs de la transformation</p> <p>Créer des passerelles entre producteurs et transformateurs</p> <p>Faciliter la commercialisation des produits transformés dans le département</p>	<p>Animation du comité de gouvernance alimentaire et mise en place d'un dispositif de suivi évaluation du PAT</p> <p>Impliquer des communes du département pour garantir un ancrage local du PAT</p> <p>Inscrire la mise en œuvre du PAT dans une logique de <i>double espace</i> à travers le développement d'échanges Sud-Nord autour d'enjeux communs et la mobilisation des ressortissants sénégalais en France pouvant apporter leur expertise</p>

II.3- Les partenaires, co-porteurs et acteurs bénéficiaires de l'action.

Plusieurs structures ont été impliquées dans la définition et la mise en œuvre du programme.

Nom du partenaire	Statut	Positionnement dans le programme	Echelle principale d'action. Type d'équipe
Grdr http://www.grdr.org	ONG de droit français	Mise en œuvre du projet et conduite de la démarche de recherche-action, Suivi-évaluation du programme, reporting technique et financier, consolidation du plan de financement, capitalisation, animation partenariale, communication	Département de Rufisque Equipe permanente
CICODEV www.cicodev.org	ONG de droit sénégalais	Information - Communication -Plaidoyer	Transversal Chargé de mission nutrition CICODEV (1/3 temps) Coordinateur CICODEV (1/4 temps) Chargé d'études (1/5 temps)
Le Conseil départemental de Rufisque	Collectivité locale	Aménagement du territoire Animation territoriale	Département de Rufisque Un point focal, la chargée de suivi évaluation, les élus
DCAS	Direction administrative	Suivi des cantines scolaires	Suivi, missions ponctuelles
Energy4impcat	ONG européenne	Diagnostic approfondi des GIE de transformations sélectionnées	Formations, mentora

		Elaboration des plans d'action par GIE Formation des GIE	
Comité départemental de suivi des cantines scolaires	Comité départemental	Comité de suivi de la mise en place, l'organisation, et la gestion de la cuisine centrales et des cantines scolaires, assure la mobilisation des ressources	Coordination de la cuisine centrale (Lycée de Rufisque)
Les GIE de transformations agroalimentaires et le plate forme APROVAL	Micro entreprises	Bénéficiaires du projet	
Les Organisations paysannes		Bénéficiaires du projet	Partenaires de la cuisine centrale
Les écoles		Bénéficient de la livraison de scolaires	

III-Objectifs, méthodologie, calendrier de l'évaluation

III.1- Les objectifs de l'évaluation

Cette évaluation finale est contractuelle et prévue dès la conception du programme. Elle doit permettre aux différentes parties prenantes (Grdr, CICODEV et Conseil départemental de Rufisque) et aux partenaires techniques et financiers de disposer d'un avis externe sur la conduite du programme, ses réussites et ses faiblesses et les pistes d'amélioration et d'approfondissement en vue d'une troisième phase.

Elle doit permettre, à travers les outils méthodologiques proposés par l'équipe d'évaluation et suivant les critères du CAD de l'OCDE (pertinence, cohérence, efficacité, efficience et durabilité) d'atteindre les objectifs suivants :

👉 **Objectif N°1 : Evaluer qualitativement et quantitativement la mise en œuvre d'AMOPAR : appréciation des résultats par rapport aux objectifs / résultats attendus dans les 3 axes et des effets/impacts du programme.**

On dressera dans un temps un bilan quantitatif et qualitatif pour chacun des 3 axes sur la base des indicateurs de résultats du cadre logique du programme (cf. annexe 1) de l'impact du plan alimentaire territorial sur le territoire du département de Rufisque et les effets levier auprès des bénéficiaires directs de l'action à savoir : des élèves des établissements scolaires publics du département, des organisations de producteurs et transformateurs de produits agricoles, les enseignants des écoles cibles et les gestionnaires de cantine, les collectivités locales où sont implantées les écoles et le conseil départemental de Rufisque.

Il s'agira d'apprécier les éléments suivants :

Analyser la cohérence et la pertinence des objectifs, des modalités opérationnelles et des résultats attendus.

- Evaluer la pertinence et la cohérence de la logique d'intervention pour le programme dans son ensemble et pour chacun des trois axes.

- Analyser la pertinence du dispositif de cuisine centrale alimenté en circuit court mis en place.
- Analyser le niveau d'appropriation par le Comité départemental de suivi des cantines scolaires de ses missions.
- Apprécier la pertinence et la cohérence de la gouvernance du plan alimentaire territorial par les parties prenantes et les effets et impacts sur le conseil départemental.
- Apprécier le niveau d'appropriation des activités et démarches par les différentes familles d'acteurs impliquées (institutions, partenaires et parties prenantes).

Appréciation des résultats par rapport aux objectifs et moyens mis en œuvre dans les 3 axes du programme.

- Analyser le niveau de réalisation des activités prévues et l'atteinte des résultats tels que définis dans le cadre logique. Présenter les forces et faiblesses du programme et tirer les enseignements des réussites et échecs éventuels.
- Analyser les effets et impacts sociaux économiques des cantines scolaires auprès des fournisseurs, des familles des enfants bénéficiaires.
- Analyser et évaluer les différentes stratégies de sensibilisation des enfants/ populations mises en œuvre dans le cadre de ce projet. Et Evaluer et analyser les impacts des volets cantines scolaires et sensibilisation sur les élèves (les filles et les garçons) ciblés par le projet.
- Analyser dans quelle mesure ce projet a eu un impact sur le niveau d'autonomisation des femmes transformatrices et restauratrices (GIE),
- Analyser le niveau de participation quantitative et qualitative des femmes par rapport aux hommes au sein du comité de gouvernance du PAT²
- Evaluer les résultats obtenus en comparaison des moyens humains et financiers mis en œuvre.

Objectif N°2 : Apprécier les *relations partenariales* entretenues dans le cadre du projet, leurs impacts dans l'atteinte des objectifs et la reproductibilité des savoirs et savoir-faire ainsi que sur les pratiques des parties prenantes et de réseaux d'échange de pratiques.

- Identifier les complémentarités et points de divergence éventuels entre les parties prenantes, en particulier CICODEV, le Grdr et le Conseil départemental de Rufisque et Energy4impact (plus spécifiquement sur le résultat 2)
- Analyser en quoi le projet a eu des impacts auprès des organisations paysannes au niveau organisationnel, de la préservation et de la sécurisation de leurs exploitations familiales, de valorisation de leurs métiers et des femmes transformatrices (GIE/ APROVAL, maison rouge..) au niveau organisationnel, visibilité, pouvoirs politiques
- Apprécier l'intérêt des différents partenaires du projet, l'articulation avec leurs secteurs d'intervention et domaines de compétences et leur implication sur la durée.
- Analyser l'impact du projet sur les pratiques et points de vue des parties prenantes.

² se référer aux fiches outils 2 et 4 du guide méthodologiques Initiatives OSC

- Apprécier le niveau d'implication des parties prenantes dans le plaidoyer pour le financement des cantines scolaires.

Objectif N°3 : Analyser la pérennité des actions et formuler des recommandations pour faire émerger les contours d'une troisième phase du PROJET

- Apprécier la démarche de pérennisation du PAT et plus particulièrement la démarche de la mobilisation d'autres partenaires (ONG, Entreprises, coopération décentralisée), et mesurer les résultats atteints et potentiels et formuler des recommandations pour que cette expérimentation puisse être démultipliée, mise à l'échelle et pérennisée par les acteurs institutionnels et les partenaires au développement.
- Analyser la dynamique collective existante au niveau du département de Rufisque, apprécier la mise en œuvre des actions et de la gouvernance du PAT et son appropriation par les acteurs et formuler des recommandations pour la suite.
- Apprécier la dynamique multi – acteurs sur le plaidoyer pour le financement des cantines scolaires en circuit court et la plus-value des partenaires du projet.
- Analyser le système de suivi des actions du PAT afin de proposer pour une 3eme phase des outils et méthodes d'analyse des impacts et des effets du PAT.
- Discuter des orientations et pistes d'action pour la dernière phase et analyser la pertinence et la cohérence des dispositifs et actions envisagés.

III.2- Méthodologie proposée pour l'évaluation

L'évaluation s'appuiera sur une revue documentaire (document de projet, rapports d'activités et de suivi, politiques sectorielles) sur les informations issues du dispositif de suivi, (dispositif de suivi des cantines scolaires, résultats d'une étude sur les effets sociaux économiques des cantines scolaires sur le territoire, une analyse des modalités de gouvernance du PAT) des entretiens avec l'équipe projet et les partenaires et des informations recueillies sur le terrain.

L'équipe d'évaluation tout en adoptant une démarche d'animation concertée (entretiens individuels et focus group) devra confronter les différents points de vue ainsi que les discours et les pratiques des acteurs de manière à garantir la pertinence des conclusions et recommandations.

La mission d'évaluation se déroulera en trois phases :

Phase 1 : Cadrage méthodologique à partir de la lecture de la documentation relative au projet

A partir de la consultation de la documentation disponible sur le projet et son contexte ainsi que d'une première série d'entretiens avec les équipes (Grdr, Cicodev et CDR) impliquées dans la mise en œuvre du projet, l'équipe d'évaluation approfondira sa compréhension du projet et procédera à un cadrage méthodologique. La note de cadrage méthodologique devra être présentée au Grdr pour validation.

Phase 2 : Enquêtes de terrain

La mission procédera ensuite au recueil des données sur le terrain (département de Rufisque et Dakar) en rencontrant les différents acteurs et parties prenantes du projet et les bénéficiaires.

Phase 3 : Restitution

Les évaluateurs feront une première restitution rapide immédiatement après leurs investigations sur le terrain puis remettront un rapport provisoire qui sera présenté dans le cadre d'un atelier auquel participeront les représentants des différentes organisations impliquées et des représentants de l'AFD (réunion en distanciel). Le rapport définitif sera ensuite produit en tenant compte des éventuelles remarques faites dans le cadre de la restitution.

III.3- Budget

Le budget disponible pour cette prestation s'élève à 12 500 euros.

Les frais de billet d'avion et de logement seront à la charge du Grd.

III.4- Calendrier suggéré pour l'évaluation

Période de l'évaluation :

- dead line de soumission de la proposition : 24 mai 2022
- Signature du contrat : 30 mai 2022
- Préparation de la mission : semaine du 6 juin 2022
- Mission sur le terrain : Semaine 13 juin
- Restitution provisoire et rapport provisoire : 1 er juillet 2022
- Envoi du pour validation du rapport final : 15 juillet
- Finalisation et validation du rapport final : fin juillet 2022

IV- Modalités pratiques, rendus, contacts, procédure pour candidater

IV.1- Profil des candidats

Une équipe de deux consultant(s) – ayant des :

- Compétences en suivi-évaluation de programmes de développement local dans un contexte de solidarité internationale ;
- Connaissances et expériences sur les thématiques de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du développement local, de l'aménagement du territoire et de la démocratie participative. Une expérience de l'approche par système alimentaire serait un plus ;
- Savoir-faire avéré en termes d'animation et de conduite d'entretiens et focus group.
- Expériences d'analyse des partenariats multi-acteurs ;
- Bonne capacité de synthèse et aisance rédactionnelle en langue française, maîtrise du wolof.

IV.2- Articulation Consultant / Coordinateur du programme

- La coordinatrice du programme sera le principal interlocuteur de l'équipe de consultants durant la durée de l'évaluation (mise à disposition des ressources, validation de la note méthodologique, calendrier, etc.).
- Pendant la mission de terrain, l'équipe d'évaluation sera responsable de l'animation. L'équipe du bureau de Dakar du Grdr sera le principal interlocuteur pour transmettre les informations utiles, organiser les entretiens et les focus group, faciliter la logistique, etc.

IV.3- Rendus attendus

- ❶ Au début de la mission : une note méthodologique (8 p. maximum) comprenant une note de cadrage (4 p.) et répondant aux attentes exprimées dans ces TDR.
- ❷ Un rapport d'évaluation en version informatique et papier (60 p.) : une 1^{ère} version provisoire à soumettre au Grdr et ses partenaires après la mission de terrain et une version finale en fin de processus qui intégrera les remarques des parties prenantes.
- ❸ A la fin, une synthèse (5 à 8 pages maximum).

IV.4- Procédure pour déposer une offre, modalités d'évaluation.

Les offres doivent être envoyées avant le 24 mai 2022 2022 à gwenaelle.dejacquelot@grdr.org et avec pour objet : «Offre évaluation AMOPAR ».

Elles devront comprendre :

- Une offre technique comprenant :
 - Une note de compréhension des TDR ;
 - Une note de présentation de l'équipe de consultants soulignant son expertise et son adéquation avec la prestation ;
 - Une note présentant les différentes étapes de la démarche d'évaluation avec, pour chaque étape, les livrables envisagés (type, contenu).
- Une offre financière détaillée libellée en euros faisant apparaître l'ensemble des rubriques, coûts unitaires, nombre d'unités...

Les offres seront évaluées techniquement selon la grille suivante.

Points de l'offre technique	Pondération
Note de compréhension des TDR	10
Adéquation équipe de consultants avec la prestation	20
Présentation des étapes de la démarche d'évaluation et des livrables envisagés	20

Si les offres reçues rentrent toutes dans l'enveloppe disponible, la meilleure proposition technique sera retenue.

ANNEXES :

ANNEXE N°1 : Cadre logique contractuel ;

ANNEXE N°2 : Productions utiles à consulter ;

ANNEXE 1 : CADRE LOGIQUE

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Sources et moyens de vérification
Objectif global	Contribuer à la mise en œuvre d'une politique alimentaire durable dans le département de Rufisque.	<ul style="list-style-type: none"> - <i>De pôles agricoles durables sont créés dans le département</i> - <i>Les revenus des femmes transformatrices sont améliorés</i> 	
Objectif(s) spécifique(s) (et sous-objectifs spécifiques)	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accès à une alimentation saine valorisant les productions locales - Appuyer la structuration du secteur de la transformation agroalimentaire - Mettre en place une gouvernance concertée du système alimentaire. 	<p><i>Les cantines scolaires mises en place sont reconnues et soutenues durablement</i></p> <p><i>Augmentation de 20% par an des recettes au sein de la maison de l'alimentation</i></p> <p><i>Une partie des propositions portées par l'instance de gouvernance sont adoptées et des ressources additionnelles pour le PAT mobilisées</i></p>	
Résultats attendus	<p><i>Objectif 1 : Améliorer l'accès à une alimentation saine valorisant les productions locales</i></p> <p>Résultat 1 : Les élèves d'établissements scolaires du département ont accès à une alimentation scolaire de qualité</p> <p>Résultat 2 : Les élèves des établissements ciblés comprennent les enjeux d'une alimentation de qualité</p>	<p><i>Environ 2500 élèves mangent régulièrement à la cantine.</i></p> <p><i>Au moins un tiers des élèves des écoles ciblées connaissent les caractéristiques d'une alimentation recommandée</i></p>	<p><i>Quelles sont les sources d'information pour ces indicateurs ?</i></p> <p>Fiche de suivi des cantines scolaires</p> <p>Questionnaire auprès des élèves</p>

<p>Résultat 3 : Les habitants du département disposent d'une information claire sur les conditions d'une bonne alimentation</p> <p>Objectif 2 : Appuyer la structuration du secteur de la transformation agroalimentaire</p> <p>Résultat 1 : L'organisation des femmes transformatrices est améliorée</p> <p>Résultat 2 : La qualité des produits transformés est améliorée</p> <p>Résultat 3 : Les revenus des femmes transformatrices et restauratrices sont améliorés</p> <p>Objectif 3 : Mettre en place une gouvernance concertée du système alimentaire</p> <p>Résultat 1 : Le plan alimentaire est piloté par une instance de gouvernance représentative selon une démarche participative</p> <p>Résultat 2 : Quelques communes sont impliquées activement dans la mise en œuvre du plan alimentaire</p> <p>Résultat 3 : Des échanges entre territoires au Sénégal et en France sont développés autour des enjeux agricoles et alimentaires</p>	<p><i>Des contenus informatifs pertinents sont co produits et/ou diffusés via le projet et progressivement intégrés par les médias locaux (radios) et les réseaux sociaux</i></p> <p><i>Existence d'une plateforme départementale des acteurs de la transformation permettant plus de synergie et de visibilité</i></p> <p><i>Augmentation des ventes au sein du magasin coopératif</i></p> <p><i>Augmentation du chiffre d'affaire des unités de transformation</i></p> <p><i>Des avancées significatives sont obtenues par le comité sur les aspects fonciers</i></p> <p><i>Inscription des activités du PAT dans le budget des communes</i></p> <p><i>une coopération décentralisée (Sénégal-France) est développée autour des enjeux agricoles et alimentaires</i></p>	<p>Récépissé, rapport d'activité</p> <p>Bilan du magasin coopératif</p> <p>Consultation des comptes d'exploitation des GIE</p> <p>Contrats de prestation entre OP et CGE, suivi comptable des OP/O</p>
--	--	--

<p>Activités à développer</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une cuisine centrale à Rufisque alimentant des cantines scolaires et approvisionnée en partie par les OP du département • Appui à la mise en place d'une dizaine de cantines scolaires, ccontractualisation avec des producteurs et formation des acteurs sur la gestion • Mise en place d'un dispositif de suivi évaluation des cantines • Formations et animations sur l'éducation nutritionnelle dans les écoles • Visites scolaires au niveau des exploitations familiales • Mise en place de jardins scolaires • Elaboration d'outils de communication grand public sur les produits toxiques (pesticides et additifs alimentaires) et sur les bons comportements alimentaires • Organisation d'émissions de radio et tv • Sessions communautaires et séances de dégustation de plats locaux • Recensement des unités de transformation du département et organisation des acteurs au sein d'une PF départementale • Création d'un espace de production et de commercialisation • Mise en relation des transformatrices avec des organisations de producteurs 	<p>Moyens humains</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un chef de projet (tps partiel) • Trois chargés de mission (2 temps plein, 1 temps partiels Cicodev) • Un animateur • Un référent suivi évaluation • Personnel de support : comptable, gestionnaire <p>Moyens matériels</p> <ul style="list-style-type: none"> • Achat de deux moto/scooters • Matériels informatiques et mobilier de bureau • Matériels et équipements pour les unités de transformation • Fonctionnement des bureaux à Dakar <p>Etudes et documents de capitalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etude de conception de la maison de l'alimentation • Etude bilan de la cuisine centrale ; • Réalisation d'études dans le cadre du PAT • Réalisation d'analyses sur le panier de la ménagère • Vidéo 	<p>Sources d'information relatives au déroulement de l'action</p> <p>Rapports techniques et financiers</p> <p>Comptes rendus de réunions</p> <p>Base de données de suivi</p> <p>Sites Internet du Grdr et CICODEV</p>
--------------------------------------	---	--	--

- Formation des femmes transformatrices sur l'hygiène
- Appui sur le conditionnement et l'emballage des produits
- Formation des femmes sur la gestion et le marketing
- Accompagnement pour l'obtention de l'autorisation de mise en marché (FRA)
- Promotion et communication sur les produits locaux transformés
- Gestion d'un magasin coopératif
- Animation du comité de gouvernance alimentaire
- Mise en place d'un dispositif de suivi évaluation participatif
- Formation des agents et élus des communes sur l'intégration des enjeux agricoles et alimentaire dans leur planification
- Animation de cadres de concertation communaux pour l'Agriculture et l'Alimentation
- Implication de la diaspora sénégalaise en France dans la mise en œuvre du PAT
- Organisation de voyages d'échanges Nord Sud/Sud Nord

Formations

- Formation des gestionnaires de cantines
- Formation des cuisinières
- Formation sur le micro-élevage et l'environnement
- Formation et sensibilisation sur la nutrition
- Formation des membres des unités de transformation

Association loi 1901. N° de Siret : 310 270 640 00082

Siège social • 26 bis, rue Kléber 93100 Montreuil • France • Tél : +33 1 48 57 75 80 • grdr@grdr.org • www.grdr.org

ANNEXE 2 : PRODUCTIONS A CONSULTER

[HTTPS://GRDR.ORG/PARUTION-DE-L-ETUDE-LE-SYSTEME-ALIMENTAIRE-DU-DEPARTEMENT-DE-RUFISQUE](https://grdr.org/parution-de-l-etude-le-systeme-alimentaire-du-departement-de-rufisque)

[Sénégal: quelle alimentation dans les cantines scolaires ? - Reportage Afrique \(rfi.fr\)](#)

[Festival 'Goût de France' : les cantines scolaires à l'honneur \(grdr.org\)](#)

[GRDR - Le Plan Alimentaire Territorial de Rufisque, levier économique et \(...\) - La plate-forme des ONG européennes au Sénégal \(pfongue.org\)](#)

[Devenez partenaire des cantines scolaires responsables & solidaires du département de Rufisque \(grdr.org\)](#)